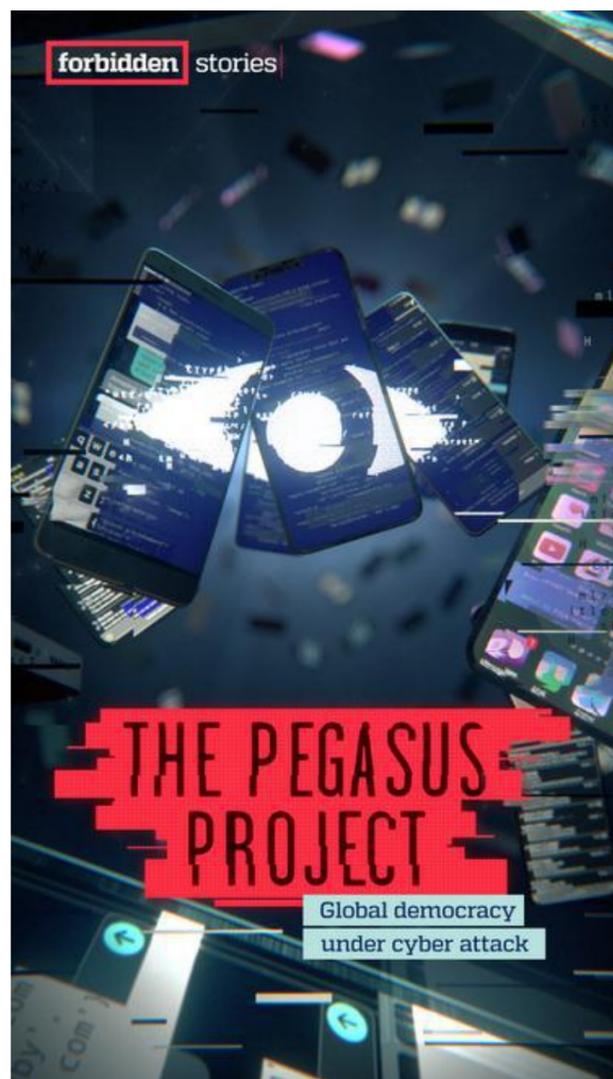


Le Projet Pegasus

1/3

SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE



Forbidden Stories et Amnesty International ont eu accès à une liste de 50.000 numéros de téléphone sélectionnés comme cibles par des Etats utilisateurs du logiciel espion Pegasus. Cette liste a été partagée avec 16 médias internationaux, dont « Le Soir » et « Knack » en Belgique. Elle révèle que depuis 2016, ce logiciel ultraperfectionné a été utilisé pour surveiller des journalistes, des activistes, des politiques...

Le cyber-espionnage à l'heure de la mondialisation

Sous la coordination de « Forbidden Stories », seize médias ont eu accès à plus de 50.000 numéros de téléphone sélectionnés comme cibles par des clients de NSO, le géant israélien de la cybersurveillance. Plus de 180 journalistes figurent dans cette liste. Mais aussi treize chefs d'Etat, des politiques, des militants des droits de l'homme.

ENQUÊTE
JOËL MATRICHE

Il y avait en 2019 dans le monde 109 abonnements à un opérateur de téléphone mobile pour 100 habitants, rapporte l'Union internationale des télécommunications. Autant de répertoires téléphoniques que chacun glisse dans une poche ou un sac. De collections de photos, de carnets de correspondance, de mots doux et de documents confidentiels que l'on croit scellés dans un coffre en silicium. Et si quelqu'un, pas forcément bienveillant, possédait la clef de ces coffres supposément inviolables ? Une sorte de passe-partout électronique qui permettrait à son détenteur de feuilleter à sa guise, en toute discrétion et impunité, les albums de nos vies ? D'écouter nos conversations, de lire nos messages – fussent-ils cryptés, de piocher à sa guise dans nos galeries de photos et vidéos ? Et même d'activer subrepticement les micros et caméras de nos smartphones ?

Un grand nombre de services de renseignement en rêvaient, l'entreprise israélienne NSO l'a fait. Même si les activités de cette société et de son logiciel phare, Pegasus, ont déjà été documentées et dénoncées à plusieurs reprises,

l'enquête publiée dès aujourd'hui est sans précédent : la plateforme française « Forbidden Stories » – qui a pour mission de prolonger et publier le travail de journalistes menacés, emprisonnés ou assassinés – et Amnesty International ont eu accès à plus de 50.000 numéros de téléphone sélectionnés depuis 2016 par des clients de NSO. Les deux associations ont partagé l'accès à cette liste avec 16 médias partenaires, dont *Le Soir* et *Knack* en Belgique, *Le Monde* et *Radio France* chez nos voisins français, le *Washington Post* aux Etats-Unis, le *Guardian* en Grande-Bretagne...

Logiciel intrusif

Alors que l'affaire Snowden consistait en la divulgation d'un programme de surveillance de masse mis en place par les Américains et les Britanniques, le « Pegasus Project » met en cause une société privée qui vend son logiciel espion à des dizaines de gouvernements et de services de renseignements. Permettant à ceux-ci de s'immiscer dans le smartphone non seulement d'hommes et femmes qui seraient soupçonnés d'actes criminels et terroristes mais aussi de militants pour les droits humains, de chefs d'Etat, de journalistes, de diplomates, etc.

Fondé en 2010 par Niv Carmi, Shalev Hulio et Omri Lavie, implanté à Herzlia en Israël, le groupe NSO est détenu aujourd'hui par deux de ses fondateurs (Shalev et Omri) et par le fonds d'investissement Novalpina. Selon l'analyste financier Moody's, l'entreprise emploie près de 750 personnes, dont une bonne partie pour la recherche et le développement. Son logiciel le plus connu, Pegasus, s'invite dans les smartphones, qu'ils fonctionnent sous iOS ou Android. Sans mot dire et – la plupart du temps – sans laisser de traces.

Bien que NSO affirme sur son site que ses clients sont contractuellement tenus de « limiter l'utilisation des produits de la société à la prévention des crimes majeurs, en ce compris du terrorisme, et de s'assurer que ces produits ne servent pas à des violations des droits humains », le « Pegasus Project » établit notamment que plus de 180 journalistes ont été sélectionnés – ce qui ne signifie pas nécessairement que leurs téléphones ont été compromis – par des clients de NSO.

Au Mexique

C'est en 2012 que la société israélienne a équipé le Mexique en capacités de cyber-espionnage, un contrat à 32 mil-

les questions qui se posent Un logiciel quasiment indétectable

Officiellement destiné à épauler les forces de l'ordre dans leur lutte contre la criminalité, Pegasus, conçu par la société israélienne NSO, est également utilisé depuis plusieurs années par des gouvernements pour traquer leurs opposants, des journalistes et d'autres membres de la société civile. L'entreprise se défend et parle de « théories non corroborées ».

JOËL MATRICHE

1

Qu'est-ce que NSO ? Spécialisé dans la surveillance des smartphones, le groupe israélien NSO emploie environ 750 personnes, dont une bonne part au sein de son département Recherche et Développement. L'entreprise a investi beaucoup de temps et d'argent pour rendre son logiciel phare, Pegasus, quasiment indétectable. « Quand un iPhone est infecté, le pirate obtient tous les privilèges d'administrateur, il a donc accès à tout et peut faire ce qu'il veut du téléphone », prévient Claudio Guarnieri, du Security Lab d'Amnesty International. J.O.M.A.

2

Qu'est-ce que Pegasus ? Pegasus et les logiciels concurrents sont en quelque sorte une réponse au scandale Snowden : grâce à cet informaticien américain devenu lanceur d'alerte, le monde entier a compris dès 2013 que des services de renseignement, même s'ils figurent parmi nos alliés, ont la capacité technique d'intercepter et écouter nos communications électroniques. Depuis lors, un grand nombre de messageries – WhatsApp, Signal, Telegram... – protègent nos échanges en les cryptant d'un interlocuteur à l'autre. Une précaution que baillaient les programmes comme Pegasus en s'immiscant à la source de nos conversations. Discussions, messages, photos, documents apparaissent donc au grand jour. « Un moment important a aussi été le Printemps arabe et avant cela, le Mouvement vert en Iran et les révolutions de couleur en Eurasie et au Moyen-Orient », précise Ron Debeirt, le fondateur et directeur du Citizen Lab, à Toronto. « Il y a eu une prise de conscience que les outils digitaux servaient à une mobilisation sociale menaçante pour les régimes autocratiques. Et pendant ce temps, il y avait une industrie de la cybersécurité qui attendait que le vent soit favorable, lorgnant vers ces nouveaux clients. »

J.O.M.A.

3

Qui sont les clients de NSO ? L'entreprise aurait 60 clients (services de renseignements, de police, etc.) dans 40 pays, selon le récent rapport sur la Transparence qu'elle a publié. Le Projet Pegasus, de « Forbidden Stories » et ses partenaires, a eu accès à une fuite de données concernant au moins dix clients de NSO : Mexique, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Hongrie, Inde, Emirats arabes unis, Arabie saoudite, Bahreïn, Maroc, Rwanda. Certains de ces pays ont un bilan douteux en matière de droits de l'homme. J.O.M.A.

4

Des abus sont-ils commis ? En octobre 2019, soupçonnant des clients du groupe NSO d'avoir pu exploiter une faille de sécurité dans la messagerie WhatsApp pour imposer le logiciel espion Pegasus dans 1.400 téléphones appartenant à des journalistes et militants, la filiale de Facebook avait déposé plainte contre l'entreprise de sécurité israélienne. Un an plus tard, en décembre 2020, ce sont les appareils de 36 journalistes, producteurs, cadres et autres collaborateurs de la chaîne d'information Al Jazeera qui avaient été victimes du même logiciel. Cette fois encore, les traces du piratage avaient été repérées par les experts du Citizen Lab de Toronto, une des références mondiales lorsqu'il s'agit de détecter des traces du logiciel Pegasus. En décembre 2020 encore, la plateforme française « Forbidden stories », épaulée par plusieurs médias dont *Le Soir*, avait enquêté sur la persécution de journalistes au Mexique et rapporté de nouveaux dévoilements du logiciel de NSO. « Nous sommes fiers d'être la première entreprise du secteur de la cyber-intelligence à mettre en œuvre des politiques qui s'alignent complètement sur les standards des Nations unies en matière de droits humains », s'enorgueillit néanmoins l'entreprise dans son premier rapport de transparence, publié à la fin du mois de juin. La liste de 50.000 numéros de téléphone (dont une dizaine de numéros belges) à laquelle ont eu accès Forbidden Stories, Amnesty puis 16 médias internationaux – dont *Le Soir* et *Knack* en Belgique – documente de façon inédite des abus commis par des clients de NSO depuis 2016. J.O.M.A.